

ARTIGAT PLAQUE TOURNANTE DU DJIHADISME

PAR PHILIPPE COHEN-GRILLET
ET JACQUES DUPLESSY

Pour rejoindre le repaire d'Olivier Corel, il faut emprunter des petites routes sinueuses ponctuées de plusieurs calvaires : un chemin de croix mène à la vaste maison de celui qu'on surnomme « l'émir blanc ». Bienvenue à Artigat, en Ariège, au lieu-dit Les Lanes, un hameau bucolique composé de pavillons, certains forts coquets, tel le vis-à-vis de « l'émir », crépi ocre, volets rouges, parfaitement entretenu, une imposante berline allemande trônant devant l'entrée. La vaste bâtisse de Corel détonne un peu. Il a lui-même réalisé les travaux, mais les murs restent couleur parpaing. Sitôt arrivés, les visiteurs sont interpellés par un riverain. Arborant une épaisse et longue barbe, l'homme est en colère : « Qui êtes-vous, que voulez-vous ? Ah, vous venez pour l'autre, là... » Une conversation étonnante s'engage : « J'habite ici depuis vingt ans et, un beau jour, j'ai vu les policiers débarquer en force. Ils ont fouillé la maison et fait peur aux enfants. » C'était au lendemain du 13 novembre 2015, un des plus sanglants attentats jamais perpétrés en France. « Depuis, moi et ma femme, nous sommes fichés S ! » s'insurge-t-il en refusant d'en préciser la raison. Pourtant, être le voisin d'Olivier Corel ne suffit pas à être considéré comme pouvant potentiellement porter « atteinte à la sûreté de l'Etat ». « Oh, vous pouvez bien aller le voir, Corel ! Il vous tiendra un discours bien lisse et naïf. Mais aux jeunes du quartier du Mirail de Toulouse qui défilaient chez lui, il en tenait un tout autre, bien plus vicieux ! »

Il y a donc quatre fichés S pour 600 habitants à Artigat : record de France absolu. Un autre record : celui des habitués de ce bourg à se retrouver en Syrie. Alors que Daech ne contrôle plus qu'une bande de désert à la frontière syro-irakienne, ils surgissent des sables. Au moins sept djihadistes français ont été arrêtés, mi-décembre, par les forces kurdes du YPG, sur la route de Ras al-Aïn, une ville syrienne située près de la frontière turque. Dans le sauve-qui-peut général, les enfants perdus (Suite page 82)

**OLIVIER COREL,
LE GOUROU DES
CINQ TERRORISTES
FRANÇAIS ARRÊTÉS
EN SYRIE, LES
AVAIT TOUS REÇUS
DANS CE PETIT
VILLAGE DE L'ARIÈGE**

Jeudi 4 janvier. Olivier Corel, dit « l'émir blanc », devant sa maison du hameau Les Lanes à Artigat, en Ariège.

du pays de Cham ne savent plus où aller ni à quel saint se vouer. Parmi eux, Romain Garnier, fils de militaire et ex-champion de natation de Noidans-lès-Vesoul, converti à 17 ans après avoir échappé « miraculeusement » à un accident de scooter, et qui lançait par vidéo : « Attendez-vous à ce que chaque semaine, chaque jour, il se passe des attaques dans vos nations. Sachez que les lions du califat sont dans vos villes : ils sont à Paris et dans toutes les capitales européennes. Ils n'attendent qu'un seul ordre pour faire ce qu'ils ont à faire. » Ou Emilie König, militante acharnée du voile intégral, née à Lorient, mère de cinq enfants dont trois nés en Syrie, une des premières femmes à avoir rejoint Daech. Son « esthétisme héroïque », au service de ses convictions idéologiques, en faisait une recruteuse redoutable dont la tête avait été mise à prix par la CIA.

Sur la route de Ras al-Aïn, les Kurdes ont aussi ramené dans leurs filets des membres du « réseau Artigat ». Depuis 2007, ce village de l'Ariège, niché au cœur des Pyrénées cathares, est associé à une enquête sur Olivier Corel, dit « l'émir blanc ». Ce sont ses adeptes qui ont rejoint la Syrie pour accomplir le djihad. Ils s'y sont illustrés en perpétrant d'abominables exécutions, tel Sabri Essid, encore en fuite, apparaissant face caméra pour égorger, aux côtés de son jeune fils, un homme présenté comme agent du Mossad. Ou encore – et surtout – les frères Clain, qui ont revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 au nom de l'Etat islamique. Eux aussi courent toujours. Sur les six hommes arrêtés par les Kurdes, cinq faisaient partie du réseau Artigat : Thomas Barnouin, Mohamed Megherbi et son frère Najib, Kevin Gonot, son grand frère Thomas Collange, ainsi qu'une femme, étaient identifiés de longue date par les services de renseignement français.

Thomas Barnouin, alias Abou Ahmed, alias Abou Omar al-Madani, est né le 23 juin 1981 à Albi (Tarn). Ce fils d'enseignants se convertit à l'islam en 2000. A partir de 2002, il fréquente la mosquée salafiste de Bellefontaine, à Toulouse, où il fait la connaissance de Sabri Essid et de Mohamed Megherbi. Tous sont liés à la communauté d'Artigat, et notamment aux frères Clain. En 2003, Barnouin part à Médine suivre un cursus

d'études religieuses. Il y fait la connaissance d'un Saoudien, membre d'Al-Qaïda, qui lui parle de la légitimité du djihad en Irak, lui donne envie de s'y rendre et le met en relation avec une filière syrienne. De retour en France à l'été 2006, Barnouin parle de son projet à Sabri Essid. Tous deux s'envolent pour la Syrie, dans le but d'aller combattre en Irak. Arrêtés par la police syrienne, ils sont expulsés vers la France en février 2007. Emprisonnés, ils seront condamnés deux ans plus tard pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Dorénavant, on parlera de la filière d'Artigat. Un djihadiste français actuellement emprisonné, qui a fréquenté Barnouin en Syrie,

D'une famille sunnite, Olivier Corel a fui la Syrie en 1973. Naturalisé français en 1983, il change de nom

le décrit aux enquêteurs : « Il est complètement malade. Il gère tous les problèmes dans un déchaînement de violence. » Selon le journaliste Wassim Nasr, spécialiste du radicalisme islamique, Barnouin s'était éloigné de Daech pour rejoindre les ghulat du mouvement Hazimi, une organisation combattue par l'Etat islamique pour son « extrémisme » !

A 36 ans, Mohamed Megherbi, lui, est un vétéran du djihad. Il est en relation avec une filière belgo-tunisienne d'acheminement de volontaires vers l'Irak, en 2005, et jouera un rôle de facilitateur pour les candidats. Il fait plusieurs séjours en Syrie, notamment pour des études coraniques à Damas. Les enquêteurs qui l'interpellent le 14 février 2007 trouvent chez lui de l'argent, destiné à financer son départ pour le djihad, et son testament, exhortant au djihad armé en Tchétchénie. « Si je suis martyr, ce sera une joie ! » y écrivait-il. Dans une vidéo saisie en février 2007 par la police belge, il déclare sur un fond sonore de cloche : « A la grâce de Dieu, je suis venu pour égorger. » En juillet 2009, Mohamed Megherbi est le plus lourdement condamné (six ans de prison) par le tribunal correctionnel de Paris. Mais

POUR REJOINDRE LE REPAIRE DE L'« ÉMIR BLANC », IL FAUT PRENDRE UN CHEMIN PARSEMÉ DE CALVAIRES ET DE CHRISTS EN CROIX

Dans cette maison sont passés ceux qui deviendront les plus sanguinaires djihadistes français.

comme Barnouin, et malgré la surveillance policière, il va réussir, après sa libération, à repartir en Syrie avec sa famille.

Barnouin, Megherbi, Essid et les frères Clain, tous sont – comme les Merah et leur sœur Souad – des amis intimes. Certains ont même créé des liens familiaux : Megherbi a épousé une sœur Clain. Le père de Sabri Essid se marie avec la mère des Merah et celle des Clain. Tous ont assidûment fréquenté la demeure d'Olivier Corel qui, féru de théologie, les a imprégnés de l'idéologie salafiste : celle qui mène au « petit djihad », la lutte armée au nom d'Allah, contre les Occidentaux impies et dépravés, les Juifs et les « kouffars » (mécréants). Une tactique terroriste dont l'objectif, politico-religieux, vise à rien de moins que renouer avec un âge d'or fantasmé de l'islam, quand la Oumma, la communauté des croyants, régnait sur un monde soumis à la charia, « pour la plus grande gloire d'Allah ».

Quel était donc l'« animateur » de cette filière d'Artigat qui a alimenté et nourri une bonne partie du djihadisme à la française ? Olivier Corel est un Syrien d'origine dont le patronyme, Abdel Ilat al-Dandachi, a été francisé lors de sa naturalisation, en 1983. Issu d'une famille sunnite aisée, propriétaire terrien, il quitte la Syrie avec sa femme en 1973. Il déclare vouloir poursuivre des études scientifiques pour devenir pharmacien. En vérité, ce théologien fondamentaliste fuit la dictature de Damas. Aujourd'hui, il « bricole ». Devant son domicile, il a installé son établi avec tout son attirail, disqueuse et tournevis. Un camping-car est garé à côté d'une remorque à chevaux. A l'arrière, sur le vaste terrain, deux chevaux et un poney. C'est dans ce décor paisible que Corel reçoit avec sa femme, Nadia, depuis le début du millénaire, de nombreux adolescents. C'est depuis cette époque qu'on le nomme l'« émir blanc ». Sabri Essid, Mohamed, Abdelkader et Souad Merah et les frères Clain, un peu plus âgés, forment autour de lui une petite tribu. A ces jeunes, comme le ferait un pieux patriarche avec sa progéniture, il dispense des conseils, raconte l'expérience de la vie et distille sa conception bien particulière des préceptes de l'islam. De leur côté, les Merah, comme les Clain, trouvent en Corel un père spirituel, si ce n'est de substitution. En effet, le père biologique des Merah, Mohamed Benalel, aujourd'hui en Algérie, a toujours été absent ou décrit comme violent, porté sur l'alcool, condamné à cinq ans ferme pour trafic de stupéfiants. Les Clain, eux, nés à Toulouse, ont à peine connu leur géniteur resté à La Réunion. Pas de descendance d'un côté, absence de figure paternelle de l'autre, voilà sans doute une des clés de la relation fusionnelle qui a uni Corel à ceux qui deviendront les plus fanatiques des djihadistes. Lui n'est jamais retourné en Syrie, mais ses ouailles s'y sont précipitées. Vraisemblablement dès 2012 pour Essid, en 2014 pour Barnouin et à la mi-2015 pour les Clain. Tous avaient fait de la prison ou étaient, théoriquement, pistés au plus près par les services de renseignement. Nous aurions souhaité évoquer cette histoire avec Olivier Corel. Mais l'échange fut bref : « Je ne veux pas parler aux journalistes », lâche-t-il dans l'embrasure de la porte avant de se claquemurer dans son pavillon.

Se pose aujourd'hui la question du devenir des ressortissants français arrêtés en Syrie. Le président Emmanuel Macron a d'abord indiqué que leurs dossiers seraient traités « au cas par cas ». Puis la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a déclaré qu'ils pourraient être jugés par ceux qui les ont capturés, à savoir les forces kurdes. Quant à Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, il assure que les djihadistes capturés au « Kurdistan syrien » seront « jugés sur place si les



Emilie König.



Mohamed Megherbi.



Kevin Gonot.



Romain Garnier.

Quatre des djihadistes français arrêtés mi-décembre par les forces kurdes en Syrie après l'effondrement de l'Etat islamique.

institutions judiciaires sont en capacité d'assurer un procès équitable ». Cette perspective ne fait pas seulement bondir les juristes qui défendent les djihadistes, arguant que le Kurdistan n'est pas un Etat constitué, mais aussi les avocats qui représentent de très nombreuses victimes des attentats. Ainsi, M^e Samia Maktouf : « Un ressortissant français qui a commis des crimes, notamment contre des Français, doit être jugé en France. Les victimes ont le droit d'assister aux procès de leurs bourreaux terroristes. La France doit juger ces criminels. Elle en a les moyens et le devoir. » « Face à la terreur, il faut opposer la force de la République », conclut-elle en réclamant leur extradition. Plus

Plus de 800 Français ont rejoint la zone irako-syrienne. Auxquels il faut ajouter quelque 500 mineurs

de 800 Français ont rejoint la zone irako-syrienne. Auxquels il faut ajouter quelque 500 mineurs – dont la moitié nés sur place depuis 2012.

Plusieurs djihadistes font l'objet de mandat d'arrêt comme Barnouin, Essid ou surtout les Clain, qui ont revendiqué les attentats du 13 novembre et pourraient en avoir commandité d'autres. Avec leurs épouses, Mylène et Dorothee, leurs trois et cinq enfants respectifs, leur sœur Amélie, ses quatre rejetons et un autre neveu, ce sont 18 membres de la famille Clain qui sont quelque part en Syrie ! Le 4 octobre 2017, le procureur de la République François Molins a promis devant les victimes du 13 novembre et leurs familles : « Si Fabien et Jean-Michel Clain sont arrêtés, nous demanderons leur extradition pour qu'ils soient jugés en France. » Un défi et un casse-tête politico-diplomatique pour le gouvernement. ■

Philippe Cohen-Grillet et Jacques Duplessy @jacquesduplessy